

Source : https://www.facebook.com/notes/jean-marc-jancovici/interview-de-jean-marc-jancovici-psychologies-magazine-octobre-2015/10153331616753191?hc_location=ufi

Téléchargement 25 05 2016

Interview de Jean-Marc Jancovici - Psychologies Magazine - Octobre 2015

[20 octobre 2015, 16:16](#)



Article original : <http://blogs.psychologies.com/climatherapie/feuille-route-cop21-16576/jean-marc-jancovici-202446.html>

En complément du billet publié dans le psychologies magazine d'octobre, voici une interview exclusive de Jean-Marc Jancovici, cofondateur de Carbone 4 et fondateur et président du think tank The Shift Project. Un peu technique, mais éclairant pour approfondir le sujet...

Pourquoi le climat nous oblige à anticiper des changements de mode de vie ?

JMJ. « Les émissions de CO₂ qui découlent de nos usages de l'énergie sont corrélées au PIB, parce que l'énergie est la "nourriture" des machines et ces dernières assurent la production industrielle. A l'avenir, le défi est bien de réduire nos émissions sans parier sur une récession, qui est une option peu motivante ». Il nous faut donc opter pour des choix consentis plutôt que subis.

Le pétrole est indispensable aux économies modernes parce que la production est faite d'une multitude d'étapes unitaires prenant place dans des lieux reliés par des camions ou des bateaux. Mais cet éclatement est invisible aux consommateurs. En Europe, même si le trafic en camion diminue depuis 2007, il pèse lourd dans les émissions de GES du fait de l'atomisation de notre économie ; n'importe quel produit dépend de centaines d'étapes pour aller des ressources naturelles à la fin de sa fabrication, sans oublier la distribution qui va derrière. L'ensemble de notre économie repose sur les transports routiers, et cette structuration a mis un siècle pour se construire. Il faut bien quelques décennies pour s'en défaire pour partie, et cela se fera au gré de crises économiques successives si nous n'agissons pas volontairement.

Si l'on continue le « business as usual », les problèmes environnementaux vont augmenter avec des moyens économiques pour y répondre qui vont diminuer. Cela vient notamment de l'inertie du système climatique, qui fait qu'il y a un décalage de quelques décennies à quelques siècles entre le maximum des émissions de gaz à effet de serre et le maximum des conséquences sur notre vie. De la sorte, si nous attendons des conséquences massives du changement climatique pour agir, à ce moment là nous n'aurons plus d'énergie à profusion pour faire face à l'adversité.

Le CO₂ venant de l'énergie qui met l'économie en mouvement, s'attaquer à la question climatique est donc contraignant pour nos économies sur le court terme, pas sur le long terme.

Quelles sont vos préconisations pour stabiliser le climat ?

JMJ. La législation européenne a édicté un règlement climat dit "3X20" (20% d'efficacité énergétique, 20% d'ENR, 20% de réduction des GES), mais c'est un objectif de 80% de baisse des émissions qu'il faut viser à 2050 pour rester compatible avec les 2°C de hausse en 2100.

Je pense donc que la taxe carbone est le meilleur moyen d'éviter des crises à venir, en dissuadant les acteurs économiques d'émettre des gaz à effet de serre.

Mais cela n'ira plus assez vite désormais, car nous avons trop attendu. Il faut aussi accepter des réglementations nouvelles, aux effets plus rapides. Par exemple, dans les transports, il y a deux priorités : limiter le plus vite possible à 2 litres aux 100 la consommation des véhicules neufs vendus en Europe, et développer les bus express en périphérie de villes. Un passager d'autocar consomme 6 fois moins de carburant, à distance égale, qu'une personne seule en voiture.

Et dans bien des domaines, il faut accélérer l'efficacité énergétique et la sobriété, cette dernière étant une réduction choisie de la consommation.

A plus court terme, il faudrait un prix carbone à 30 euros la tonne, une réglementation sur les véhicules neufs, arrêter de laisser les mairies distribuer des permis de construire sans prendre en compte les futures contraintes sur le pétrole, développer l'isolation obligatoire des bâtiments, décarboner le chauffage avec des pompes à chaleur et le recours à l'énergie nucléaire, diminuer la spécialisation des régions agricoles et redévelopper la polyculture, l'élevage et le maraîchage périurbains, tout en développant la transformation locale des produits alimentaires.

Une des questions centrales de l'affaire est la suivante : en première approximation, baisser l'énergie fossile c'est baisser notre puissance industrielle, et donc le pouvoir d'achat. Comment gérer de façon équitable le fait que les gens vont gagner moins d'argent ?

Et comme la planète est finie, moins nous souhaitons y réfléchir de manière calme et organisée, et plus la probabilité augmente que nous ayons à le faire dans un contexte de crises à répétition. Un effort compris et géré collectivement est préférable à une soumission aux effets de la crise.

Et nous, comment pouvons-nous agir à notre échelle ?

JMJ. Il y a 5 pistes d'actions : les déplacements, l'alimentation, l'énergie du logement, et surtout les achats. Face au réchauffement climatique, on rencontre deux grands types d'attitude. Il y a ceux qui disent : je ne fais rien si on ne m'y oblige pas, une variante étant de dire « je ferai si tout le monde fait ». Une des difficultés en pareil cas est que chacun a sa propre définition de ce qu'est une obligation pertinente...

Mais une petite minorité est prête à agir sans attendre, heureusement. **Or le levier citoyen n°1 : l'alimentation.** C'est le premier poste de notre empreinte carbone dont un gros morceau pour la viande rouge.

Viennent ensuite les achats, de la brosse à dents au canapé, en passant par la télé, la lessive et les pantalons. Et comme, plus on gagne d'argent plus on consomme, l'empreinte carbone d'un français croît avec ses revenus. Cela étant, la vérité politiquement indicible est que même un smicard possède un mode de vie « non durable » au regard des limites physiques de la planète.

Pour agir volontairement à son échelle, le préalable est de s'informer sur les enjeux du réchauffement climatique, et sur la manière dont se présentent les émissions d'un français. Et cela implique d'y passer du temps, parce que le sujet est complexe et nouveau. Il existe une abondante collection d'ouvrages de vulgarisation scientifique sur ces questions. voir sur son site ici :

Ensuite, une deuxième étape possible est de mener son bilan carbone personnel, pour comprendre où

sont les grands postes et donc ceux sur lesquels il est prioritaire d'agir. Par exemple, on pensait bien faire en investissant dans un foyer à bois et des études récentes montrent que les émissions de la combustion du bois sont polluantes et dangereuses pour la santé... Il faut faire attention aux effets induits indésirables.